

# LE COÛT DES **conflits**

Les hostilités au Moyen-Orient font payer un lourd tribut aux économies de la région

Phil de Imus, Gaëlle Pierre et Björn Rother



PHOTO: ISTOCK / CARILLET



*Atmeb, Syrie, le 14 janvier 2013 :  
Deux fillettes syriennes lavent des  
vêtements devant leur tente dans  
un camp de déplacés.*

**A**ucun endroit au monde n'a été aussi fréquemment ou violemment secoué par des conflits que l'ont été le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord au cours des 50 dernières années. Les pays de cette région ont été le théâtre d'hostilités sous une forme ou sous une autre, tous les trois ans, en moyenne. Aujourd'hui, il ne se passe guère de jour sans que les médias rapportent la violence, la souffrance et la destruction qui frappent des pays comme l'Iraq, la Syrie et le Yémen.

Ces conflits sont très coûteux sur les plans économique et humain tant pour les pays directement concernés que pour leurs voisins. La Libye, la Syrie et le Yémen ont subi un profond déclin économique accompagné de fortes poussées d'inflation entre 2010 et 2016. L'économie de l'Iraq est fragilisée par les hostilités avec l'État islamique et la chute des cours du pétrole depuis 2014. Les affrontements ont aussi rejailli sur d'autres pays où ils ont créé des problèmes qui risquent de perdurer, comme les tensions économiques liées à l'accueil de réfugiés. Les violents conflits ont aggravé la situation d'une région qui

l'espérance de vie estimée est tombée de 76 ans avant le conflit à 56 ans en 2014. Depuis, la situation n'a fait que se détériorer.

Deuxièmement, *le capital physique et les infrastructures sont endommagés ou détruits*. Les logements, immeubles, routes, ponts, écoles et hôpitaux ont été durement touchés, au même titre que les infrastructures d'eau, d'électricité et d'assainissement. Dans certains cas, des structures urbaines ont été pratiquement anéanties. De plus, les infrastructures liées à d'importants secteurs comme l'exploitation pétrolière, l'agriculture et la transformation, ont été fortement détériorées, portant ainsi gravement atteinte à la croissance, aux recettes budgétaires, au produit des exportations et aux réserves de change. En Syrie, plus d'un quart du parc de logements a été détruit ou endommagé, tandis qu'au Yémen, les dommages causés aux infrastructures ont aggravé la sécheresse et contribué à une grave insécurité alimentaire et sanitaire. Le secteur agricole du pays, qui employait plus de la moitié de la population, a été durement touché et la production céréalière a chuté de

## Les pays restent souvent fragiles même une fois passé le pire de la violence.

accusait déjà des déficiences structurelles, un manque d'investissements et, plus récemment, les effets de la chute des cours du pétrole, qui a fortement touché les pays producteurs.

### Conséquences des conflits

Les conséquences économiques des conflits se manifestent principalement de quatre manières différentes.

Premièrement, *le nombre de morts, de blessés et de déplacés amoindrit gravement le capital humain*. Bien que ces chiffres soient difficiles à vérifier, les conflits de la région auraient tué près d'un demi-million de civils et de combattants depuis 2011. En outre, à la fin de 2016, près de la moitié des personnes déplacées de force dénombrées dans le monde étaient originaires de la région : 10 millions de réfugiés et 20 millions de déplacés internes ont dû abandonner leur foyer. La Syrie est le pays de la région qui compte le plus de personnes déplacées (près de 12 millions).

Les conflits réduisent aussi le capital humain en propageant la pauvreté. Celle-ci a tendance à augmenter dans les pays en guerre, même en dehors des régions directement touchées par la violence, car l'emploi diminue. La qualité de l'éducation et des soins de santé se dégrade, et le problème s'aggrave avec la durée des hostilités. La Syrie en donne une illustration frappante. Le chômage y est passé de 8,4 % en 2010 à plus de 50 % en 2013, les taux d'abandon de scolarité ont atteint 52 % et

37 % en 2016 par rapport à la moyenne des cinq années précédentes (UNOCHA, 2017).

Troisièmement, *l'organisation et les institutions économiques sont endommagées*. La dégradation de la gouvernance économique a été particulièrement marquée là où la qualité des institutions était déjà insuffisante avant l'éclatement de la violence, comme en Iraq, en Libye, en Syrie et au Yémen. Cela s'est traduit par une réduction de la connectivité, un accroissement du coût des transports et des perturbations dans les chaînes et réseaux d'approvisionnement. La corruption peut en outre gagner les institutions à mesure que les belligérants s'efforcent de contrôler l'activité politique et économique. Par exemple, les dépenses et les crédits budgétaires peuvent être réorientés vers les partisans de ceux qui détiennent le pouvoir. D'une manière plus générale, beaucoup d'institutions économiques essentielles — banques centrales, ministères des finances, administrations fiscales et tribunaux de commerce — perdent de leur efficacité, car elles n'arrivent plus dans les endroits les plus reculés des pays. La Banque mondiale estime que les effets perturbateurs sur l'organisation économique ont été environ 20 fois plus coûteux que la destruction de capital pendant les six premières années du conflit syrien (Banque mondiale, 2017).

Enfin, *la stabilité de la région et son développement à plus long terme sont menacés par l'impact des conflits sur la confiance et la cohésion sociale*. Les conflits au

Moyen-Orient et en Afrique du Nord ont accru l'insécurité et ébranlé la confiance, ce dont témoignent la baisse des investissements étrangers et nationaux, la détérioration du secteur financier, l'augmentation des dépenses de sécurité et le recul du tourisme et des échanges commerciaux. La confiance sociale s'est aussi affaiblie, nuisant ainsi aux transactions économiques et à la vie politique.

### Effets directs et indirects

Les dégâts macroéconomiques peuvent être considérables. Par exemple, en 2016, le PIB syrien aurait chuté de plus de 50 % par rapport à 2010, avant le déclenchement des hostilités (Gobat et Kostial, 2016). Dans le cas du Yémen, cette perte aurait été de 25 à 35 % pour la seule année 2015, tandis qu'en Libye, où la croissance du PIB fluctue fortement du fait de la dépendance à l'égard du pétrole, le PIB a chuté de 24 % en 2014 quand la violence s'est intensifiée. La Cisjordanie et Gaza donnent une idée des conséquences à long terme pour la croissance dans un contexte fragile : leur situation économique a pratiquement stagné pendant les 20 dernières années alors que d'autres pays de la région affichaient un taux de croissance moyen de près de 250 % (Banque mondiale, 2015).

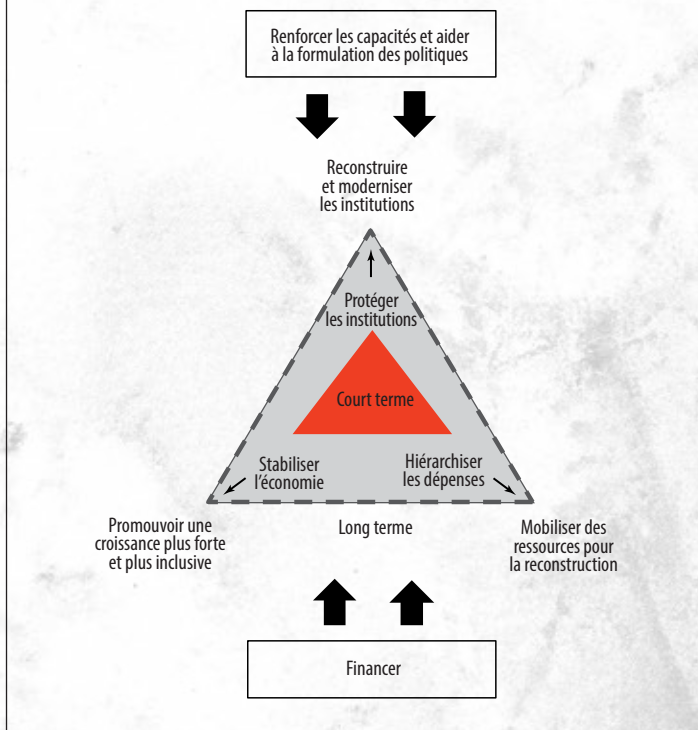
Ces conflits ont en outre attisé l'inflation et provoqué des tensions sur les taux de change. En Iraq, le taux d'inflation a culminé à plus de 30 % au milieu de la première décennie 2000; en Libye et au Yémen, il a dépassé 15 % en 2011 suite à l'effet conjugué de l'effondrement de l'offre de biens et services essentiels et de l'important recours au financement monétaire du budget. La Syrie offre un exemple encore plus extrême, avec une hausse des prix à la consommation atteignant quelque 600 % entre 2010 et la fin 2016. Une dynamique inflationniste de ce type s'accompagne généralement de fortes tensions baissières sur les monnaies locales auxquelles les autorités peuvent essayer de résister en intervenant massivement sur les marchés et régulant les flux transnationaux. Ces forces ont manifestement été à l'œuvre en Syrie : la livre syrienne qui flottait librement en 2013, s'échange officiellement à environ un dixième de la valeur qu'elle atteignait par rapport au dollar avant la guerre.

Les pays voisins qui accueillent des réfugiés souffrent également sur le plan économique. Parmi les pays les plus directement touchés figurent notamment la Turquie, qui a accueilli 3 millions de personnes, soit environ 4 % de sa population en 2016; le Liban qui a ouvert ses portes à environ 1 million de personnes, soit l'équivalent plus ou moins de 17 % de sa population; et la Jordanie, où 690.000 personnes, soit 7 % de sa population, ont trouvé refuge (UNHCR, 2017).

Pour ces pays d'accueil qui se heurtaient déjà à des difficultés économiques, l'afflux de réfugiés exerce d'autres

### Limiter l'impact

Les pays devraient s'efforcer de stabiliser l'économie pendant qu'un conflit fait rage, puis s'attaquer à la reconstruction et à la promotion d'une croissance inclusive une fois que la violence s'apaise.



tensions sur le budget, l'offre alimentaire, les infrastructures, le parc de logements et les soins de santé. Dans les pays limitrophes de zones du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord en proie à un conflit intense, la croissance annuelle moyenne du PIB a diminué de 1,9 point, et se situe à un niveau trop faible pour offrir suffisamment d'emplois à une population grandissante. En Jordanie, par exemple, le taux de croissance annuel moyen du PIB réel est tombé de 5,8 % entre 2007 et 2010 à 2,6 % entre 2011 et 2016.

Les effets d'un afflux massif de réfugiés peuvent se faire sentir dans l'ensemble de l'économie. Il ressort de l'expérience libanaise que les niveaux de salaires et le taux d'activité de la population locale, surtout dans le cas des femmes et des jeunes, ont chuté sous l'effet conjugué du grand nombre d'emplois informels occupés par des réfugiés et de la faiblesse de l'activité économique. En Jordanie, l'accroissement de la demande de logements a provoqué, entre 2012 et 2014, une hausse des loyers de 68 % dans le gouvernorat de Mafrqa (au nord-est du pays, près de la frontière avec la Syrie), contre une hausse de 6 % à Amman.

### Divers objectifs à atteindre

Les institutions et les politiques macroéconomiques ont un rôle important à jouer pour atténuer l'impact des conflits, même pendant qu'ils font rage, à la fois pour alléger les conséquences immédiates et pour améliorer les perspectives économiques à long terme (voir graphique).

Les gouvernements devraient se centrer sur trois priorités pendant les conflits :

- **Faire en sorte que les institutions économiques et sociales ne deviennent pas inopérantes et corrompues.** Cela peut contribuer à limiter la progression de la pauvreté et soutenir les services d'importance vitale. Les perturbations du fonctionnement des banques centrales pourraient, par exemple, porter atteinte aux systèmes de paiement qui sont essentiels pour rémunérer les fonctionnaires et gérer les réserves de change permettant de payer les importations indispensables. Un exemple encourageant à cet égard nous est offert par l'Autorité monétaire palestinienne et sa planification de la continuité des activités qui a permis d'assurer la bonne marche du système de paiement et de préserver la solidité du cadre macroprudentiel pendant les périodes de fortes tensions, comme en 2014 à Gaza.
- **Privilégier les dépenses publiques visant à protéger les vies humaines, limiter le creusement des déficits budgétaires et, dans la mesure du possible, contribuer à préserver le potentiel de croissance économique.** Cette action vise directement la problématique de la dégradation du capital physique et humain. Le maintien d'une certaine discipline budgétaire peut alléger la tâche de l'État quand la violence s'estompe. En Iraq, par exemple, les autorités sont en train d'élaborer avec la Banque mondiale et d'autres acteurs des plans visant à focaliser l'investissement public sur les régions reprises à l'État islamique après de violents combats en vue de parvenir rapidement à améliorer les services publics, rétablir la cohésion sociale et jeter les bases de la croissance. En Afghanistan, le nouveau gouvernement a essayé, en 2002 et 2003, de maintenir la discipline budgétaire et de fournir les services essentiels à la population, avec l'appui d'une aide extérieure. Il a concentré son action sur la sécurité, l'éducation, la santé et l'aide humanitaire. La situation était particulièrement délicate en raison de la perte de personnel qualifié du Ministère des finances suite à l'émigration enregistrée durant les années de conflit, de la destruction partielle des représentations régionales du Ministère et des dégâts subis par les infrastructures de télécommunications et de transport.
- **Stabiliser la situation macroéconomique et financière à l'aide de politiques monétaire et de change efficaces.** Des politiques adaptées peuvent aider à maîtriser l'inflation et la volatilité des taux de change qui aggravent le coup porté aux niveaux de vie. L'expérience du Liban illustre bien ce propos. Son économie est restée fragile pendant plusieurs années après la formation d'un gouvernement d'union nationale en 1989. En 1992, les autorités ont adopté une politique d'ancrage nominal du taux de change qui visait une légère appréciation nominale de la livre libanaise

par rapport au dollar. Cela a permis de stabiliser les anticipations inflationnistes et de ramener le taux d'inflation sous la barre des 10 %.

L'expérience d'autres pays de la région montre malheureusement que ces mesures prioritaires sont difficiles à mettre en œuvre en période de fragilité sociopolitique, quand les autorités peuvent être tiraillées entre plusieurs objectifs, souvent concurrents.

Dès qu'un conflit s'apaise, l'action publique devrait privilégier la reconstruction et le redressement économique. Cela s'est toutefois révélé difficile par le passé, car les pays restent souvent fragiles même une fois passé le pire de la violence. Souvent, les autorités ne contrôlent pas pleinement la totalité du territoire national et la sécurité reste précaire. Les mesures économiques devraient alors viser à consolider la paix. La priorité absolue devrait être de reconstruire et moderniser les institutions, mobiliser les ressources nécessaires à la reconstruction et favoriser une croissance plus forte et plus inclusive. Mais le coût de la reconstruction est souvent colossal — surtout en cas de chevauchement de plusieurs conflits dans une région. En Libye, en Syrie et au Yémen, ce coût n'a pas encore été évalué, mais la Banque mondiale estime le montant des dégâts à quelque 300 milliards de dollars.

Les partenaires extérieurs ont un rôle important à jouer en venant en aide aux pays qui sortent d'un conflit. Ces partenaires, parmi lesquels figurent les institutions financières internationales, peuvent catalyser les financements et même y contribuer eux-mêmes en appuyant les efforts entrepris au niveau national pour mobiliser les recettes. Les pays impliqués dans un conflit ont inévitablement besoin d'être fortement soutenus, pour renforcer leurs capacités après la fin des hostilités, et d'être aidés financièrement, pour faire face aux besoins humanitaires et procéder à la reconstruction. **FD**

---

**PHIL DE IMUS** est économiste principal, **GAËLLE PIERRE** économiste et **BJÖRN ROTHER** conseiller au Département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI.

Cet article s'inspire de la note de réflexion des services du FMI intitulée «The Economic Impact of Conflicts and the Refugee Crisis in the Middle East and North Africa».

### Bibliographie :

- Gobat, Jeanne, and Kristina Kostial. 2016. "Syria's Conflict Economy." IMF Working Paper 16/123, International Monetary Fund, Washington, DC.
- United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR). 2017. *Global Trends: Forced Displacement in 2016*. Geneva.
- United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UNOCHA). 2017. "Yemen: Crisis Overview." Geneva.
- World Bank. 2015. "Economic Monitoring Report to the Ad Hoc Liaison Committee." Working Paper 96601, World Bank, Washington, DC.
2017. "The Toll of War: The Economic and Social Consequences of the Conflict in Syria." World Bank, Washington, DC.